



*Contribution de la Commission
européenne au Conseil européen*

**Dialogues citoyens
et consultations citoyennes**
Rapport d'avancement

11 décembre 2018

Table des matières

Les Européens ont des attentes	3
1. Un débat ouvert et empreint d'honnêteté à l'échelle de l'Europe	4
1.1 Un dialogue permanent avec les citoyens	5
1.2 Au cœur de l'Europe	11
2. Des attentes élevées	15
2.1 Une économie dynamique.....	18
2.2 Une Europe qui protège.....	20
2.3 Relever le défi migratoire.....	22
2.4 Lutter contre le changement climatique, protéger l'environnement.....	24
2.5 Une Europe plus forte sur la scène internationale	26
2.6 Une Europe des valeurs.....	28
2.7 Une perspective pour la jeune génération.....	31
Changer les choses.....	33

Les Européens ont des attentes

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne

L'Europe est, d'abord et avant tout, une Union de citoyens. Ces derniers sont le cœur, l'âme et le moteur de notre projet. Et ils doivent être au cœur de l'Union de demain, avoir leur mot à dire et décider de l'avenir de leur Union. L'Europe doit devenir plus forte et plus unie, ce qui ne sera possible que si elle devient plus démocratique.

Lorsque j'ai pris mes fonctions, je me suis engagé à placer les citoyens au centre de nos préoccupations. Afin de garantir que chaque voix compte, que chaque avis soit entendu. Le débat et le dialogue font partie des travaux de la Commission depuis le premier jour. Avec l'ensemble des membres et des hauts responsables de la Commission qui m'entourent, nous avons lancé un dialogue permanent avec les citoyens, qui porte sur chacun des aspects de notre Union. Nous voulons ainsi entendre les espoirs, les craintes, les attentes et les nouvelles idées.

Le retour d'information sur nos dialogues citoyens montre combien les Européens tiennent non seulement à dire ce qu'ils pensent, mais également à prendre part au processus décisionnel et à exercer une influence sur la façon dont notre Union évolue. Entendant cet appel, la Commission a présenté, le 1^{er} mars 2017, le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Les différents scénarios possibles pour notre avenir commun ont été le point de départ d'un débat de grande ampleur sur la façon dont l'Europe devait évoluer. Les dirigeants ont défendu celui-ci à Rome le 25 mars 2017, lors des célébrations de notre 60^e anniversaire, en s'engageant à écouter les citoyens et à leur apporter des réponses. Depuis lors, la Commission a encouragé une participation accrue des citoyens au débat sur l'avenir de l'Europe, concevant de nouvelles formes de dialogue, rendant le débat plus souple et plus interactif, le mettant en ligne et touchant un public plus large et plus divers.

À ce jour, 160 000 citoyens de toutes nationalités, de tous âges, de toutes origines ethniques, de toutes confessions et de toutes appartenances politiques ont participé à plus de 1 200 séances de discussion ouvertes organisées dans des mairies, des universités, des usines ou ailleurs, partout dans l'Union.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'J' followed by a long horizontal line that curves slightly upwards at the end.

Jean-Claude Juncker



1. Un débat ouvert et empreint d'honnêteté à l'échelle de l'Europe

1.1 Un dialogue permanent avec les citoyens



«Ce livre blanc doit ouvrir un large débat, empreint d'honnêteté, avec les citoyens, sur la manière dont l'Europe devrait évoluer dans les années à venir. Chaque voix doit être entendue.»

Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, 1^{er} mars 2017

Des citoyens à Cadix: comment les dialogues citoyens ont commencé

L'année européenne des citoyens célébrée en 2013 a servi de tremplin à la Commission européenne pour le lancement des dialogues citoyens. Il s'agissait d'une année charnière pour notre Union, marquant 20 ans de citoyenneté de l'UE et la tenue d'élections au Parlement européen l'année suivante.

La Commission a publié cette année un rapport sur la citoyenneté de l'Union, dans lequel elle se penche sur le rôle, l'influence et les attentes des Européens. Elle y souligne quelques-uns des obstacles rencontrés par les citoyens pour exercer pleinement leurs droits et met en lumière la nécessité de rapprocher l'Europe de ses citoyens et d'impliquer davantage ces derniers.

C'est dans cet esprit que la Commission européenne a lancé son tout premier dialogue citoyen en vue de débattre et d'échanger avec les citoyens, ainsi qu'avec les responsables politiques nationaux et locaux. Le 27 septembre 2012, dans le port espagnol de Cadix, Viviane Reding, alors vice-présidente de la Commission européenne, a rencontré la communauté locale et s'est entretenue avec celle-ci, ainsi qu'avec des participants en ligne, de tous les aspects ayant trait à l'Europe, afin de répondre à la question #QuéEuropaQueremos?



L'avenir de l'Europe appartient à tous les Européens. Il ne saurait être imposé par des dirigeants ou des institutions. S'il est clair que des choix politiques différents pourraient faire évoluer notre Union dans des directions multiples, une chose au moins est certaine: l'Europe doit être à l'écoute de ses citoyens et agir en conséquence.

Cette démarche a été consacrée dans les travaux de l'actuelle Commission européenne avant même que celle-ci entre en fonction – du programme du président Juncker fondé sur 10 priorités politiques à la lettre de mandat adressée à l'ensemble des commissaires au début de leur mandat, qui les invitait explicitement à «joue[r] [...] un rôle actif sur le plan politique dans les États membres et dans le cadre des dialogues avec les citoyens, en présentant notre programme commun et en communiquant à ce sujet, en écoutant les idées et en coopérant avec les parties intéressées».

DU LIVRE BLANC SUR L'AVENIR DE L'EUROPE A SIBIU

Cette promesse, la Commission européenne l'a tenue. La meilleure illustration en est le débat ouvert par le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, présenté par le président Juncker le 1^{er} mars 2017. Le Livre blanc présentait cinq scénarios possibles pour l'avenir de notre Union à 27: «S'inscrire dans la continuité», «Rien d'autre que le marché unique», «Ceux qui veulent en faire plus en font plus», «En faire moins de manière plus efficace», et «En faire beaucoup plus ensemble». Ces scénarios n'étaient pas contraignants, exhaustifs ou incompatibles entre eux, permettant de combiner des éléments de chacun d'eux en fonction du domaine d'action concerné. Ils devaient alimenter un débat de grande ampleur sur l'avenir de notre Union, permettant aux citoyens d'exprimer leur option privilégiée ou leur propre vision. Comme l'a déclaré le président Juncker, le livre blanc a exposé une nouvelle approche, consistant à débattre, et non à imposer. Le débat a permis de cibler les réflexions des dirigeants et des institutions de l'Europe sur les politiques et priorités les plus importantes pour notre avenir.

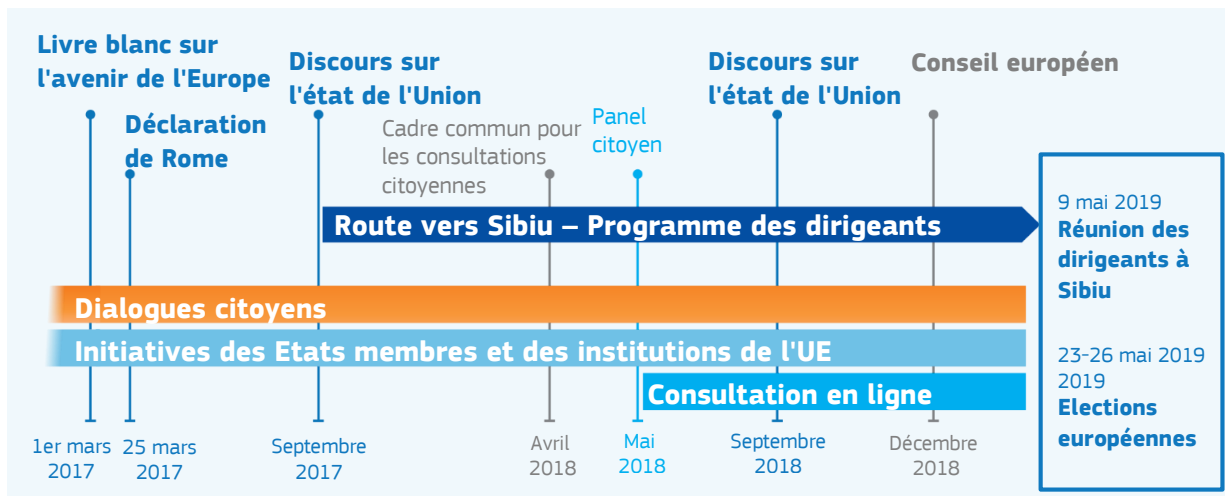
Le 25 mars 2017, les dirigeants de l'Union européenne se sont réunis pour célébrer le 60^e anniversaire des traités de Rome. Ils se sont penchés sur les réussites du passé et ont débattu de ce qu'il pouvait et devait advenir de notre avenir commun. Ils se sont engagés à «écouter les préoccupations exprimées par nos citoyens et à y répondre», ainsi qu'à collaborer avec les parlements nationaux. Cette rencontre a été suivie par la publication d'une série de documents de réflexion portant sur quelques-unes des thématiques les plus pressantes et pertinentes pour notre avenir.



SCÉNARIOS					
	S'inscrire dans la continuité	Rien d'autre que le marché unique	Ceux qui veulent en faire plus en font plus	En faire moins de manière plus efficace	En faire beaucoup plus ensemble
QU'EST-CE QUE CELA IMPLIQUE ?	L'EU-27 met en œuvre et améliore le programme actuel de réformes. Les priorités sont régulièrement mises à jour, il est remédié aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent et de nouveaux actes législatifs sont adoptés en conséquence.	L'EU-27 n'approfondit que certains aspects essentiels du marché unique.	L'EU-27 permet aux États membres qui le souhaitent d'avancer ensemble dans des domaines d'action spécifiques. En conséquence, des États membres s'accordent sur des modalités juridiques et budgétaires particulières en vue d'approfondir leur coopération. D'autres États membres peuvent se joindre à ces derniers au fil du temps.	Un consensus sur la nécessité de s'attaquer ensemble plus efficacement à certaines priorités implique, pour l'Union des 27, de concentrer son attention et ses ressources sur des domaines d'action choisis où elle obtient plus de résultats plus rapidement, tout en cessant d'agir ou en réduisant ses interventions dans d'autres domaines.	Les États membres mettent en commun davantage de pouvoirs, de ressources et de processus décisionnels dans tous les domaines d'action, l'euro est renforcé et les décisions prises au niveau de l'UE sont rapidement mises à exécution.

Notre avenir ne peut par ailleurs se cantonner à un scénario ou à une panoplie d'idées. Il faut lui donner vie par une vision, des choix et des stratégies politiques. C'est pourquoi, durant son discours sur l'état de l'Union en 2017, le président Juncker s'est appuyé sur le débat, formulant les premières réponses et propositions pour notre avenir et présentant sa propre vision. S'inspirant des idées des citoyens, il a présenté une feuille de route pour une Union plus unie, plus forte et plus démocratique. Il a présenté plusieurs mesures à cet effet, dont le point culminant consiste en une réunion informelle

spéciale des dirigeants de l'Union européenne qui se tiendra à Sibiu le 9 mai 2019 en vue de l'élaboration du programme stratégique 2019-2024 offrant une perspective pour l'avenir de l'UE à 27.



«Nous unissons nos efforts pour regagner la confiance des citoyens dans le projet européen.»

Jean-Claude Juncker, Orientations politiques, 2014

LES DIALOGUES CITOYENS

Les dialogues citoyens constituent un outil essentiel pour faire entendre de nouvelles voix et amener de nouvelles idées dans le débat sur l'avenir de l'Union. Ces séances de discussion ouvertes au public, conçues et organisées par la Commission européenne, permettent aux citoyens de tous horizons de débattre, d'échanger et de discuter librement avec ceux qui sont à leur service. Au nombre des participants figuraient des membres de la Commission européenne, du Parlement européen, du comité des régions et du comité économique et social européen, ainsi que des représentants des autorités européennes, nationales, régionales ou locales.



Les Européens expriment massivement leur souhait de façonner l'avenir de leur Union. Ils veulent partager leurs idées et avoir leur mot à dire sur la façon de rendre l'Europe plus forte. Cette dynamique et cette envie de débattre se traduisent dans les chiffres. Le nombre de dialogues citoyens a considérablement augmenté à la suite du livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Il s'agit cependant de maintenir cet élan. C'est pour cette raison qu'en février 2018, la Commission européenne a fait part de son intention de tenir 1 000 dialogues citoyens. Cet objectif est d'ores et déjà dépassé, plus de 1 200 dialogues regroupant 160 000 participants ayant déjà eu lieu à ce jour. L'incidence de ces dialogues est déjà visible dans les travaux de la Commission et des autres institutions. Ainsi, les propositions de la Commission relatives à un nouveau budget à long terme, et les discussions ultérieures entre les co-législateurs, reflètent les priorités et les ambitions exprimées par les citoyens dans le cadre du débat sur le livre blanc.

Lors de la plupart des dialogues citoyens, la Commission européenne partage le devant de la scène avec une personnalité nationale, régionale ou locale. Au total, 102 membres du Parlement européen, 195 responsables politiques nationaux (présidents, premiers ministres, ministres, membres des parlements nationaux, etc.) et 91 responsables politiques régionaux ont pris part à de tels événements. Cela reflète bien l'engagement conjoint à l'égard de l'Europe et la nécessité d'unir nos forces lorsqu'il s'agit de communiquer sur les avantages que présente l'Europe pour tout un chacun.



Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, Joseph Muscat, premier ministre de Malte, et Karmenu Vella, commissaire chargé des affaires maritimes et de la pêche. La Valette, Malte, 29 mars 2017



Margrethe Vestager, commissaire chargée de la politique de concurrence, et Bruno Le Maire, ministre français de l'économie et des finances, se partageant le devant de la scène. Strasbourg, France, 23 octobre 2018

La Commission européenne élabore également de nouvelles formes de dialogues citoyens, dont des manifestations transfrontières multilingues avec des citoyens de deux ou trois États membres et des dialogues en ligne via Facebook live et d'autres canaux. De nouveaux partenariats ont été développés pour tirer le maximum de ces nouveaux débats, en co-organisant notamment des événements avec des États membres.



Dialogue transfrontière avec des citoyens allemands et polonais, tenu le 24 mai 2018 à Francfort-sur-l'Oder, en Allemagne, en présence de Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission européenne, Elżbieta Polak, maréchal de la voïvodie de Lubusz, et Stefan Ludwig, ministre de la justice, des affaires européennes et de la protection des consommateurs du Land du Brandebourg.



M. Vytenis Andriukaitis, commissaire européen chargé de la santé et de la sécurité alimentaire, Zagreb, Croatie, 17 mai 2018. L'incidence des dialogues citoyens est amplifiée par les médias sociaux.

LES DIALOGUES CITOYENS DANS L'ENSEMBLE DE L'UE

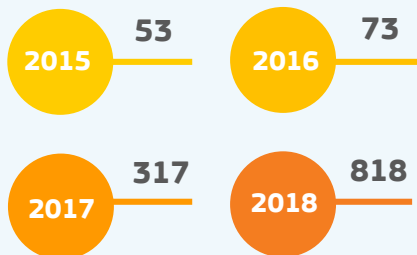


Les dialogues citoyens en chiffres

(dont 24 dialogues citoyens en direct sur Facebook)



1 261 dialogues dans 405 villes

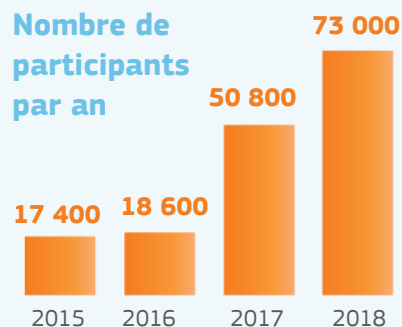


Participation totale depuis 2015



160 000 participants au total

Nombre de participants par an



plus de 37,2 millions d'impressions sur les médias sociaux



1,4 million d'internautes ont suivi les diffusions en direct sur le web



248 millions de personnes constituent l'audience potentielle

Les dialogues citoyens depuis le début de la Commission Juncker



1.2 Au cœur de l'Europe



«Je pense également qu'au cours des prochains mois, nous devrions associer les parlements nationaux et la société civile au niveau national, régional et local aux travaux sur l'avenir de l'Europe.»

Jean-Claude Juncker, discours sur l'état de l'Union 2017, 12 septembre 2017

L'objectif ultime du débat sur l'avenir de l'Europe est d'entendre toutes les positions et toutes les idées provenant de toute l'Europe, d'est en ouest et du nord au sud, qu'elles soient exprimées dans le jargon européen ou dans la langue des non-initiés. Chaque voix compte.

C'est la raison pour laquelle la Commission européenne a cherché à toucher les citoyens de différentes façons, en partenariat avec l'ensemble des autres institutions et États membres désireux de participer.

Cet appel a largement été entendu. Le **Parlement européen** a lancé une série de débats de haut niveau sur l'avenir de l'Europe avec les chefs d'État ou de gouvernement.

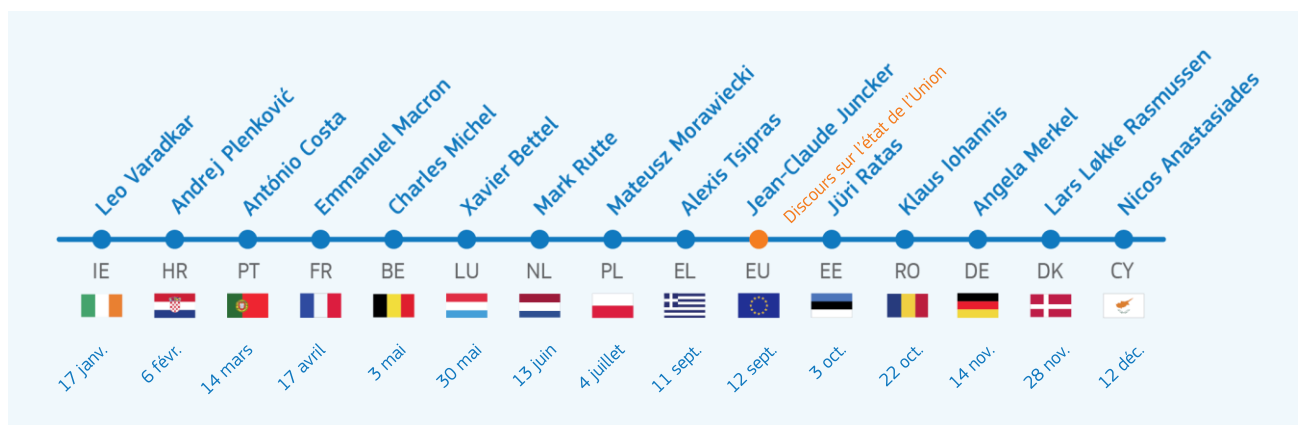


Le président Juncker et le président Macron encouragent le débat sur l'avenir de l'Europe - © Union européenne



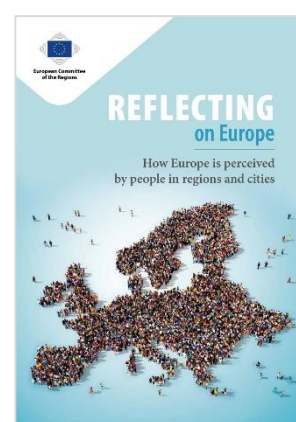
Taoiseach Leo Varadkar a été le premier dirigeant national à débattre de l'avenir de l'Europe au Parlement européen © Union européenne

Liste des débats de haut niveau du Parlement européen



Le **comité des Régions** a amené les discussions au niveau des régions, des villes et des municipalités européennes grâce au processus de «Réflexions sur l'Europe». Le comité des régions et le comité économique et social européen ont lancé d'importantes initiatives à l'écoute des citoyens. Qu'elles soient organisées par la Commission européenne ou par les autres institutions, par des autorités nationales, régionales et locales ou par la société civile, toutes poursuivent le même objectif et sont pleinement complémentaires.

Plusieurs **dirigeants européens**, dont le président Macron, la chancelière Merkel et de nombreux autres, ont pris de nouvelles mesures en vue d'intensifier le débat sur l'avenir de l'Europe.



Rapport du comité européen des régions



La chancelière Merkel est favorable à un dialogue permanent avec les citoyens -

© Gouvernement fédéral allemand / Steins



Le chancelier Kurz. La présidence autrichienne du Conseil européen a joué un rôle crucial dans la coordination des efforts déployés par les États membres - © BKA / Dragan Tatic

Conformément à l'approche de la Commission, qui favorise la transparence, le pluralisme et l'ouverture, 27 États membres ont approuvé en mars 2018 un cadre commun pour les consultations citoyennes, ce qui correspondait totalement à ce que la démarche de la Commission axée sur la transparence, le pluralisme et l'ouverture.

À l'appui de ce processus, la Commission européenne a mis en place une initiative unique en matière de démocratie participative, les citoyens eux-mêmes élaborant des questions en vue d'une consultation en ligne sur l'avenir de l'Europe. La Commission européenne a collaboré avec le comité économique et social européen afin de réunir un **panel** composé de 96 personnes provenant des 27 États membres de l'UE. Ces personnes ont été sélectionnées par un institut de sondage indépendant de façon à refléter la diversité des contextes socio-démographiques et des avis concernant l'Union européenne. En mai 2018, durant deux jours, elles ont discuté, débattu, élaboré et approuvé la série de questions à poser aux Européens.



Le questionnaire élaboré par le panel citoyen a servi de base à une **consultation en ligne** qui a commencé le 9 mai 2018 dans toutes les langues officielles de l'UE.



**Une consultation multilingue
pan-européenne**



**12 questions
(questions fermées et
questions ouvertes)**



**relayées par
des activités sur les médias
sociaux**

Plus de 76 000 contributions ont déjà été reçues. La plupart d'entre elles contenaient des observations et des idées qualitatives, outre les questions «fermées» axées sur quelques-uns des aspects clés pour notre avenir.

Une enquête Eurobaromètre spéciale sur l'avenir de l'Europe, réalisée entre le 24 octobre et le 7 novembre 2018 auprès d'un échantillon représentatif composé de 27 339 citoyens de l'Union européenne, est venue compléter cette consultation.

LA CONSULTATION EN LIGNE

		Nombre de contributions
France		22 869
Allemagne		10 021
Hongrie		7 830
Espagne		5 419
Pologne		4 249
Belgique		4 187
Italie		4 089
Portugal		1 948
Roumanie		1 408
Pays-Bas		1 353
Royaume-Uni		1 347
Autriche		1 149
Irlande		867
Grèce		844
Slovaquie		844
Tchéquie		718
Suède		683
Bulgarie		672
Finlande		421
Croatie		407
Luxembourg		319
Danemark		299
Slovénie		235
Chypre		178
Malte		165
Lituanie		146
Lettonie		109
Estonie		68
<i>Pays tiers</i>		726
<i>Non précisé</i>		2 572
Total		76 142

(à la date du 7 décembre 2018)



2. Des attentes élevées



«Les idées et la détermination des centaines de millions d'Européens seront le catalyseur de nos progrès.»

Livre blanc sur l'avenir de l'Europe - 1^{er} mars 2017

Malgré la diversité des formats et des participants, les dialogues tendent à converger autour de certains thèmes récurrents.

Dans l'ensemble, les participants ont tendance à percevoir l'Union européenne de manière positive. Ils considèrent l'Europe comme la **solution à leurs problèmes**. Mais il y a aussi des inquiétudes et des frustrations. La question de savoir qui devrait faire quoi est souvent soulevée. Les citoyens ont tendance à penser que les principaux défis peuvent être relevés plus efficacement par une action combinée aux niveaux européen et national. De manière générale, ils sont largement favorables à une plus grande harmonisation au niveau européen, pour l'environnement et la sécurité alimentaire, par exemple. Mais la plupart attendent et demandent aussi des **réformes pour rendre l'Union plus efficace et plus transparente**.

En réponse à la question «*Quelles décisions prises au niveau de l'Union européenne vous rendraient plus fier/fière d'appartenir à l'Union?*», de nombreux participants en ligne mentionnent des **défis mondiaux** tels que la politique extérieure et la défense, les migrations ou l'environnement et le changement climatique.

Les questions **économiques et sociales** sont également fréquemment évoquées. La nécessité d'une économie dynamique, axée sur le numérique, la recherche et l'innovation, et d'une zone euro stable est un thème prédominant, tout comme le désir affiché d'un niveau élevé d'équité et de protection.

L'Europe est également perçue comme un **continent de valeurs**, où l'état de droit, la non-discrimination et la lutte contre la corruption doivent être protégés.



Consultation en ligne

«*Quelles décisions prises au niveau de l'Union européenne vous rendraient plus fier/fière d'appartenir à l'Union?*»

[Mots qui reviennent le plus souvent dans les réponses]

Certains souhaiteraient que l'Union européenne se concentre sur des sujets qui sont déjà au cœur de l'agenda européen, notamment les dix priorités politiques de la Commission Juncker. D'autres ne savent pas ce qui se fait déjà dans ces domaines et nombreux sont ceux qui souhaiteraient que l'Europe leur soit mieux expliquée.

Lors du panel citoyen de mai 2018, le **Brexit** ne figurait pas parmi les principales questions dont les participants avaient l'intention de discuter. Le Brexit est mentionné dans les dialogues citoyens, mais souvent pour rappeler les incidences qu'il aura sur le budget européen et sur l'économie des autres États membres.



2.1 Une économie dynamique

La nécessité d'établir des priorités et d'encourager la **recherche et l'innovation** est souvent évoquée, de même que les moyens d'améliorer l'accès **au financement et aux investissements**.

Selon une récente enquête Eurobaromètre réalisée en novembre 2018, près des trois quarts de la population de la zone **euro** sont en faveur de l'Union économique et monétaire. Toutefois, si de nombreux participants aux dialogues citoyens voient clairement les avantages de l'euro, ils l'associent parfois à des hausses de prix ou s'inquiètent de l'instabilité due au non-respect des règles.

La libre circulation au sein de l'Union européenne est très largement perçue comme un atout pour l'économie et pour les citoyens eux-mêmes, qui peuvent vivre, travailler, étudier et faire des affaires dans un autre État membre.

Le marché unique et le commerce international sont largement considérés comme une chance à saisir pour les entreprises et les consommateurs. Certains participants aimeraient voir davantage d'accords de libre-échange, bien qu'une proportion importante craigne la concurrence déloyale et l'influence des multinationales.

L'**économie numérique est souvent mentionnée**, l'Union européenne devant assurer la croissance du secteur, veiller à la confidentialité des données et réguler la position de force des géants du marché numérique.

“ L'UE doit veiller à ce que les entrepreneurs et les jeunes pousses de tous les pays et régions aient accès au capital-risque dont ils ont besoin pour concrétiser leurs idées sur le marché.

Dialogue citoyen à Varna, Bulgarie

Nous avons besoin d'instruments financiers de l'UE que les jeunes entrepreneurs peuvent utiliser pour développer leurs activités.

Dialogue citoyen à Opole, Pologne

”

“

L'intelligence artificielle prenant de plus en plus d'importance, l'UE devrait soutenir cette évolution.

Dialogue citoyen à Strasbourg, France

Saviez-vous que...

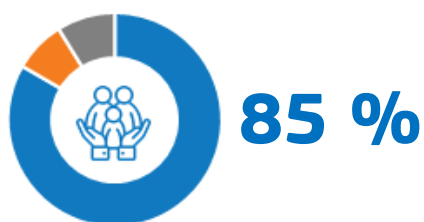
- ... le plan Juncker, lancé en novembre 2014, a généré 360 milliards d'euros d'investissements supplémentaires dans l'ensemble de l'Europe, au profit de 850 000 petites et moyennes entreprises qui devraient bénéficier d'un accès amélioré au financement;
 - ... depuis l'entrée en fonction de la Commission Juncker, plus de 12 millions d'emplois ont été créés dans l'Union européenne;
 - ... le partenariat économique avec le Japon permettra aux entreprises de l'Union européenne d'économiser près d'1 milliard d'euros de droits de douane;
 - ... d'ici 2020, plus de 10 millions d'Européens seront employés dans l'économie européenne fondée sur les données; L'Union européenne met en place une stratégie visant à développer l'économie numérique et ses retombées positives sur la vie des citoyens.
-



2.2 Une Europe qui protège

Les dialogues citoyens à travers l'Europe ont suscité des débats animés sur le soutien social. Les participants réclament souvent des **droits sociaux** plus étendus et soulèvent des questions sur l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, le congé parental et d'autres questions sociales.

Pas moins de 85 % des personnes interrogées dans le cadre des enquêtes Eurobaromètre considèrent que l'**économie de marché** doit aller de pair avec un niveau élevé de protection sociale.



considèrent que l'économie de marché doit aller de pair avec un niveau élevé de protection sociale.

Eurobaromètre, novembre 2018

La **santé** est également un thème important. L'avenir suscite de vives inquiétudes, 72 % des personnes interrogées dans le cadre des enquêtes Eurobaromètre craignant que la vie des enfants d'aujourd'hui soit plus difficile que celle de leur propre génération.

Les **droits des consommateurs** sont un élément important de cette demande de protection accrue. La sécurité alimentaire et la qualité des produits alimentaires sont régulièrement mentionnées, souvent dans le contexte des préoccupations liées à la mondialisation. Les citoyens s'attendent à ce que les accords commerciaux respectent des normes élevées, y compris des normes sociales et environnementales.

Mais la nécessité d'une Europe plus protectrice s'exprime surtout par rapport à **la criminalité et la sécurité**. À la question de savoir quelles devraient être les priorités de l'Union européenne pour rendre la vie de ses citoyens plus sûre, les répondants à l'Eurobaromètre ont mentionné la «**lutte contre le terrorisme et la radicalisation**» (66 %), loin devant un «meilleur contrôle des frontières extérieures» (39 %).

“ *À travail égal, salaire égal dans toute l'Union européenne.*
Participant en ligne d'Autriche

Comment la politique commerciale peut-elle renforcer les valeurs européennes telles que la protection de l'environnement?
Dialogue citoyen à Helsinki, Finlande

“ L'UE ne tient pas compte des faibles (revenus).
C'est l'une des raisons qui a favorisé la montée du populisme.
Dialogue citoyen organisé conjointement avec le Parlement européen à Bled, Slovénie

Je pense que l'UE devrait concevoir des politiques qui profitent aux régions de l'UE qui ont le plus besoin de se développer, et non des politiques qui profitent aux régions qui sont déjà riches.
Participant en ligne de Bulgarie

“ Mettre en place le procureur chargé de la lutte contre la corruption au niveau de l'UE.
Participant en ligne de Suède

Saviez-vous que...

- ... le socle européen des droits sociaux a été proclamé en novembre 2017, ouvrant la voie à une Europe plus sociale à l'avenir;
- ... lorsqu'elle négocie des accords commerciaux avec des pays tiers, la Commission européenne protège les secteurs sensibles et est intransigeante sur les normes en matière de sécurité alimentaire. Les négociations sont guidées par des valeurs et des principes;
- ... l'Union européenne a l'une des politiques de protection des consommateurs les plus avancées au monde. C'est à l'Europe que nous devons les droits des passagers et la suppression des frais d'itinérance;
- ... les nouvelles règles relatives au détachement des travailleurs garantiront l'égalité de rémunération pour un même travail au même endroit;
- ... la création de l'Autorité européenne du travail facilitera la coopération entre les acteurs nationaux dans les domaines de la mobilité de la main-d'œuvre et de la lutte contre les abus;
- ... le système d'information Schengen a contribué à près de 50 000 arrestations et à la localisation de 200 000 auteurs d'infractions pénales en 2017;
- ... le règlement général sur la protection des données, entré en vigueur en mai 2018, fait de l'Europe la région la plus avancée du monde en matière de protection des données à caractère personnel, y compris dans le domaine numérique.



2.3 Relever le défi migratoire

L'émotion l'emporte dès que les citoyens de tout le continent débattent de la **crise des réfugiés**, de la migration intra-européenne, des travailleurs détachés, des contrôles aux frontières et de l'espace Schengen. Lors du panel citoyen de mai 2018, aucune opinion consensuelle ne s'est dégagée sur la façon d'aborder ces questions. De même, les points de vue exprimés dans le cadre de la consultation en ligne sont clairement polarisés, reflétant la diversité des opinions des Européens sur les questions de la migration et de l'asile. Certains prônent une Union européenne plus accueillante, parlant d'un «accueil digne» ou d'une «politique migratoire décente». D'autres lancent un appel à l'action pour mettre un terme aux **pertes en vies humaines** en Méditerranée. Beaucoup appellent également à mettre fin à la **migration irrégulière** ou demandent le retour des migrants en situation irrégulière, tandis que certains voudraient même voir le retour de tous les migrants, quel que soit leur statut.

La migration en général, y compris les défis auxquels sont confrontés les États membres méditerranéens en particulier, restent des sujets de discussion dans de nombreux dialogues citoyens en Europe. L'**intégration** des migrants et la **coopération** avec des pays tiers, notamment en Afrique, font également l'objet de débats.

Dans le cadre de l'Eurobaromètre sur l'avenir de l'Europe, il a été demandé aux personnes interrogées quelles devraient être les actions à mener en priorité dans le domaine de la migration qui bénéficieraient le plus aux Européens dans vingt ans. Les choix les plus partagés étaient «Améliorer la situation dans les pays d'origine des migrants» (45 %) et «Lutter contre l'immigration clandestine» (44 %).

“ Nous sommes confrontés à une crise migratoire. Que font les pays de l'UE? Nous savons tous qu'ils ne sont pas d'accord. Quelles solutions trouver?
Dialogue citoyen à Copenhague, Danemark

Des opérations concertées de sauvetage en mer Méditerranée. Répartition des personnes demandant une protection au titre de la législation en matière d'asile en fonction d'une clé fixée pour TOUS les États membres.
Participant en ligne de Belgique

”

“ Mettre un terme à la migration irrégulière, renvoyer tous les migrants en situation irrégulière vers le pays par lequel ils sont entrés dans l'UE.
Participant en ligne de Slovaquie

Empêcher les réfugiés économiques de pays sûrs de mettre le pied sur le continent européen.
Participant en ligne des Pays-Bas

”

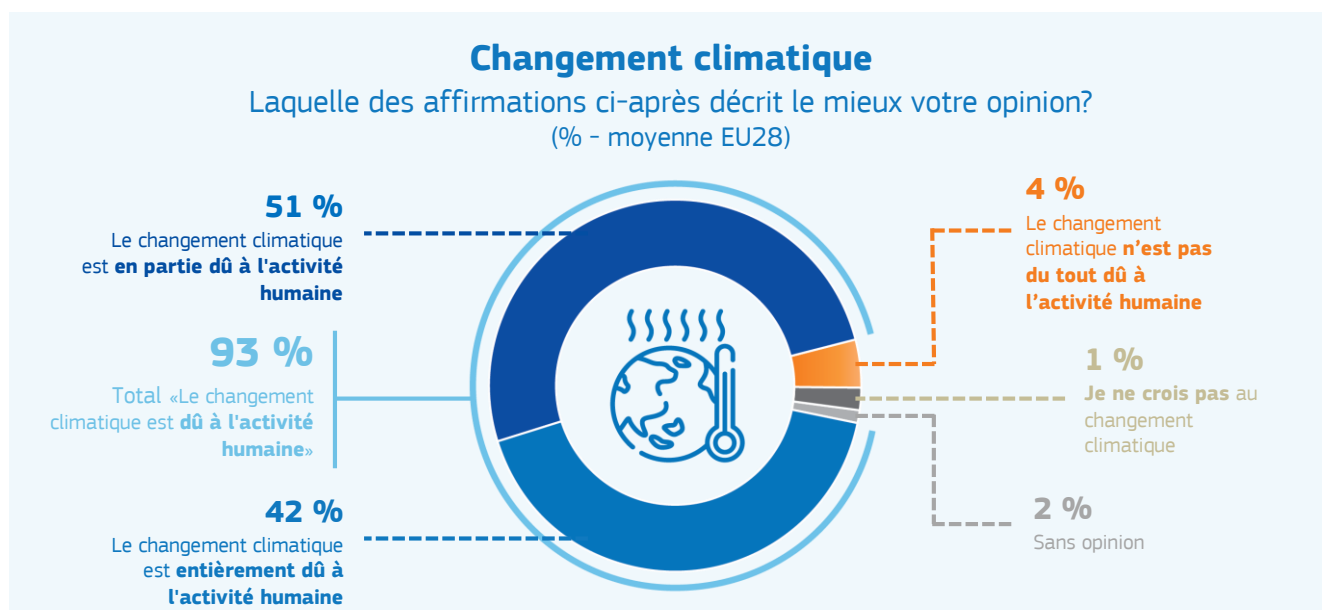
Saviez-vous que...

- ... les opérations de l'Union européenne ont contribué à sauver plus de 690 000 vies en mer depuis 2015;
 - ... les arrivées de migrants en situation irrégulière ont diminué: Le long de la route de la Méditerranée orientale, les arrivées ont chuté de 97 % à la suite de la déclaration UE-Turquie et restent aujourd'hui inférieures de 90 % au record atteint en 2015. Le long de la route de la Méditerranée centrale, les flux irréguliers ont été réduits de 80 %;
 - ... la Commission européenne invite le Parlement européen et le Conseil à trouver des accords sur les propositions de la Commission en vue de déployer 10 000 garde-frontières et garde-côtes supplémentaires et de mettre en place un système d'asile de l'UE viable à long terme.
-



2.4 Lutter contre le changement climatique, protéger l'environnement

Le changement climatique est perçu comme un enjeu clé pour de nombreux citoyens. Les participants aux dialogues citoyens voulaient non seulement en savoir plus sur la manière dont l'Union européenne relève ce défi mondial, mais aussi sur la manière dont ils pourraient eux-mêmes y contribuer. Dans l'ensemble, les Européens ont peu ou pas de doute sur le fait que le changement climatique est dû, du moins en partie, aux **activités humaines**.



Eurobaromètre, novembre 2018

L'accord de Paris et les plans de réduction des **émissions de gaz à effet de serre** figurent en bonne place dans l'agenda citoyen. Malgré les vives préoccupations liées à l'impact du changement climatique et de la pollution, des commentaires encourageants ont également été formulés concernant le développement des **énergies renouvelables**, les investissements dans l'économie verte et les **innovations** possibles pour aider à préserver l'environnement.

Lors des dialogues citoyens, de nombreuses questions sont soulevées concernant les **déchets** (en particulier les **plastiques**), la biodiversité et le bien-être des animaux, y compris l'impact de l'agriculture intensive, ainsi que la cruauté envers les animaux et l'expérimentation animale.

“ Que fait l'UE pour stimuler les investissements dans l'énergie solaire et dans les autres sources d'énergie renouvelables?
Dialogue citoyen à Riga, Lettonie

L'UE va-t-elle investir dans des technologies pour nettoyer les mers?
Dialogue citoyen à Blankenberge, Belgique

”

“ Limiter le changement climatique, éviter la «soupe de plastique»
Participant en ligne des Pays-Bas

Saviez-vous que...

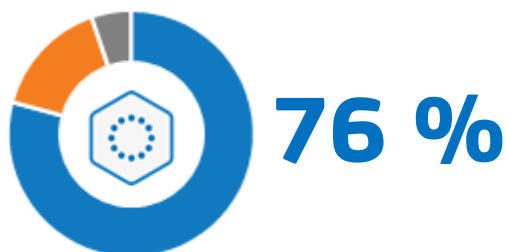
- Depuis 1990, les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne ont été réduites de 22 %;
 - L'Union européenne est pleinement attachée à l'accord de Paris sur le changement climatique. Elle a fixé des objectifs contraignants d'au moins 32 % d'énergies renouvelables dans la production énergétique et de 32,5 % d'efficacité énergétique d'ici 2030;
 - La Commission européenne a appelé à prendre des mesures pour que l'Europe devienne une économie prospère, moderne, compétitive et climatiquement neutre d'ici 2050;
 - La Commission européenne a également présenté la première stratégie mondiale globale pour les plastiques, ainsi que des propositions concrètes pour remplacer les produits plastiques à usage unique.
-



2.5 Une Europe plus forte sur la scène internationale

De nombreux citoyens appellent au renforcement de la coordination et de la consolidation des actions extérieures de l'Union européenne. Ils veulent une **politique étrangère** commune mais aussi une **politique de défense** commune. Alors que le rôle de la haute représentante ne semble pas bien connu, un grand nombre de contributeurs débattent de la nécessité d'un ministère commun des affaires étrangères.

L'Union européenne est souvent comparée avec le reste du monde et son rôle sur la scène internationale est généralement salué par les participants. Une majorité de personnes ayant répondu à l'enquête Eurobaromètre considèrent par exemple que la **paix** est une valeur qui est mieux incarnée par l'Union européenne que par d'autres pays du monde.



pensent que l'Union européenne est un havre de stabilité dans un monde troublé.

Ce chiffre représente une augmentation de cinq points par rapport à 2017 et de dix points par rapport à 2016.

Eurobaromètre, novembre 2018

Les participants aux dialogues font souvent mention d'**autres puissances mondiales** telles que la Russie, la Chine et les États-Unis. Ils aspirent clairement à ce que l'Europe soit un acteur tout aussi présent sur la scène géopolitique mondiale. Plusieurs évoquent la nécessité de «**parler d'une seule voix**», tandis que d'autres proposent l'«unification» des politiques étrangères.

Certains vont plus loin et demandent qu'il soit mis fin aux droits de veto nationaux dans ce domaine.

“ Tenir tête aux autres puissances mondiales telles que la Russie, la Chine et les États-Unis.

Participant en ligne du Danemark

Parler d'une seule voix sur la scène internationale.

Participant en ligne de Belgique

”

“ Une armée européenne commune. Suppression de l'exercice du veto par les États membres en matière de politique étrangère et de droits de l'homme. Politiques plus fermes à l'égard de la Russie et de la Chine.

Participant en ligne de Tchéquie

L'Europe doit être mieux représentée sur la scène internationale.

Participant en ligne de France

”

Pour économiser de l'argent et l'utiliser de manière plus efficace, nous devons disposer de normes techniques communes dans l'industrie de la défense.

Dialogue en direct sur Facebook

Saviez-vous que ...

- ... la Commission européenne propose un Fonds européen de la défense doté de 13 milliards d'euros dans le prochain budget à long terme (2021-2027) afin de renforcer son autonomie stratégique, en complémentarité avec l'OTAN;
 - ... l'Union européenne contribue pour plus de la moitié à la coopération au développement dans le monde. Quelque 100 millions de personnes bénéficient chaque année de l'aide humanitaire fournie par l'Union européenne;
 - ... la Commission européenne a proposé un véritable partenariat avec l'Afrique, passant de la charité à l'investissement et à l'emploi.
-



2.6 Une Europe des valeurs

L'Europe est fortement associée aux valeurs. L'Union européenne est largement perçue comme un projet de paix et comme un espace de **liberté** où les **droits fondamentaux** sont respectés. Le respect, par l'Union européenne, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit est considéré par les personnes ayant répondu à l'enquête Eurobaromètre comme le plus grand atout de l'Union, légèrement devant son pouvoir économique, industriel et commercial.

La **solidarité** reste une des grandes priorités. **L'égalité entre les hommes et les femmes et la non-discrimination** sont considérées comme des piliers majeurs de notre société.

Lors de nombreux dialogues citoyens, les participants ont fait part de leurs préoccupations au sujet du respect de l'**état de droit** dans certains États membres. Les citoyens ont également appelé l'Europe à poursuivre la lutte contre la **corruption** dans les États membres, que beaucoup lient à l'état de droit.

De nombreux participants ont discuté de la manière dont fonctionne aujourd'hui la **démocratie européenne**. Seule une petite minorité rejette le concept d'intégration européenne. Les participants perçoivent parfois les institutions européennes comme trop **éloignées**, trop **bureaucratiques** ou trop laxistes à l'égard des groupes de pression et des grandes entreprises. Bien qu'ils souhaitent que l'Union européenne agisse davantage sur des questions importantes, ils sont aussi attachés au principe de **subsidiarité**.

Dans un contexte où beaucoup s'inquiètent du climat politique qui règne en Europe et ailleurs, les citoyens attendent des dirigeants européens qu'ils développent une **vision** claire de l'avenir du continent. Ils demandent plus de **transparence** et apprécieraient d'être mieux informés sur l'Union et ses politiques pour pouvoir mieux les comprendre et **peser sur les décisions**.

Certaines contributions demandent à ce que des mesures soient prises pour rapprocher l'Union européenne de ses citoyens au moyen d'**expériences** directes et de **symboles**. Parmi les idées émises figurent les échanges culturels, l'apprentissage d'autres langues et des cours sur l'Europe à l'école. Les symboles européens tels que le drapeau et l'hymne sont également fréquemment mentionnés.

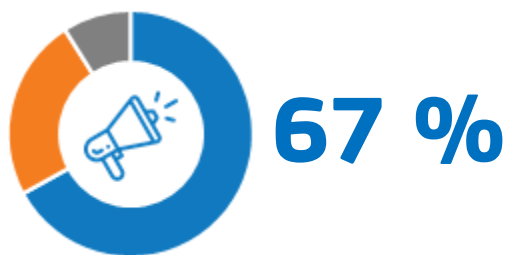
À quelques mois des élections européennes, certains participants craignent que la **désinformation** et d'autres formes de manipulation ne sapent le processus démocratique.

“ Égalité des chances, indépendamment du sexe, de la couleur, des opinions, de la religion ou de l'argent.
Participant en ligne de Roumanie

Contrôle des groupes de pression et transparence dans le fonctionnement des institutions européennes.
Participant en ligne de France

”

“ Que fait l'Union européenne pour faire en sorte que les grandes multinationales paient leurs impôts?
Dialogue citoyen à Berlin, Allemagne



jugent préoccupante l'ascension des partis politiques qui s'en prennent aux élites politiques traditionnelles dans différents pays européens.

Eurobaromètre, novembre 2018

“ Préoccupations au sujet de la radicalisation politique et de l'augmentation exponentielle de la xénophobie et du racisme. Certains mouvements rappellent l'Europe des années 30.
Participant en ligne d'Espagne

Comment garantir une véritable diversité d'informations lorsque les plateformes sociales utilisent des filtres pour adapter le contenu aux utilisateurs?
Dialogue citoyen à Budapest, Hongrie

”

“ Les dirigeants doivent trouver un moyen d'inciter les citoyens européens à participer aux décisions politiques qui, plus tard, auront une incidence sur leur vie.
Consultation en ligne – Participant de Grèce

Les dialogues et échanges de vues transfrontières sont essentiels pour les citoyens, avant les élections du Parlement européen, pour leur permettre de mieux comprendre le fonctionnement démocratique de l'UE.

Dialogue citoyen à Pärnu, Estonie



Saviez-vous que ...

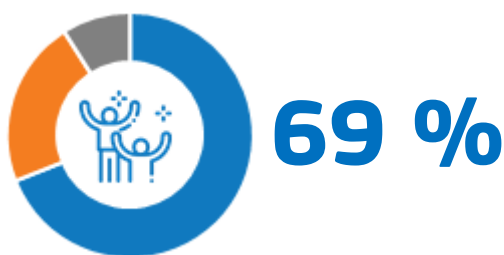
- ... la Commission européenne prend des mesures pour faire en sorte que les grandes entreprises paient leur juste part de l'impôt là où elles réalisent des bénéfices;
 - ... la Commission européenne applique des règles strictes pour les contacts avec les groupes d'intérêts. Elle a proposé un accord interinstitutionnel pour accroître la transparence;
 - ... tout en intensifiant les dialogues citoyens, la Commission européenne a formulé des propositions visant à réformer l'initiative citoyenne européenne pour permettre aux citoyens de présenter plus facilement des initiatives politiques;
 - ... une série de mesures concrètes ont été présentées pour garantir l'organisation libre, équitable et sûre des élections du Parlement européen de l'année prochaine. Il s'agit notamment d'accroître la transparence dans les publicités en ligne à caractère politique et de prévoir des sanctions contre l'utilisation illégale de données à caractère personnel.
-



2.7 Une perspective pour la jeune génération

En tant que projet tourné vers l'avant, l'Union européenne est intrinsèquement liée à la jeunesse. De nombreux contributeurs, de différents groupes d'âge, essayent d'imaginer l'avenir des jeunes générations.

Les citoyens l'associent à des thèmes tels que **la mobilité, l'éducation** et les programmes d'échanges. **Erasmus** est systématiquement et explicitement cité à titre d'exemple.



estiment que le projet de l'Union européenne offre une perspective d'avenir à la jeunesse européenne.

Eurobaromètre, novembre 2018

Outre les suggestions relatives à des programmes de cours communs ou à la reconnaissance des diplômes, beaucoup voient les **écoles** comme un lieu où l'Europe devrait être enseignée et où la jeune génération peut apprendre à connaître nos **valeurs communes**.

“ Investir davantage d’argent dans l’enseignement et la recherche.

Participant en ligne de Suède

Les projets concernant la jeunesse, les échanges entre étudiants, les élèves provenant de pays européens, principalement dans le cadre d’Erasmus, et tout ce qui [nous] permet de créer une culture commune, dans différentes langues.

”

Participant en ligne d’Italie

“ L’UE doit s’adresser à la jeune génération de manière compréhensible, notamment à l’aide des outils numériques.

Dialogue citoyen à Bratislava, Slovaquie

L’UE doit s’attaquer au chômage et en particulier à la fuite des cerveaux, de manière à offrir des perspectives aux jeunes en Europe.

Dialogue citoyen à Athènes, Grèce

”

Saviez-vous que ...

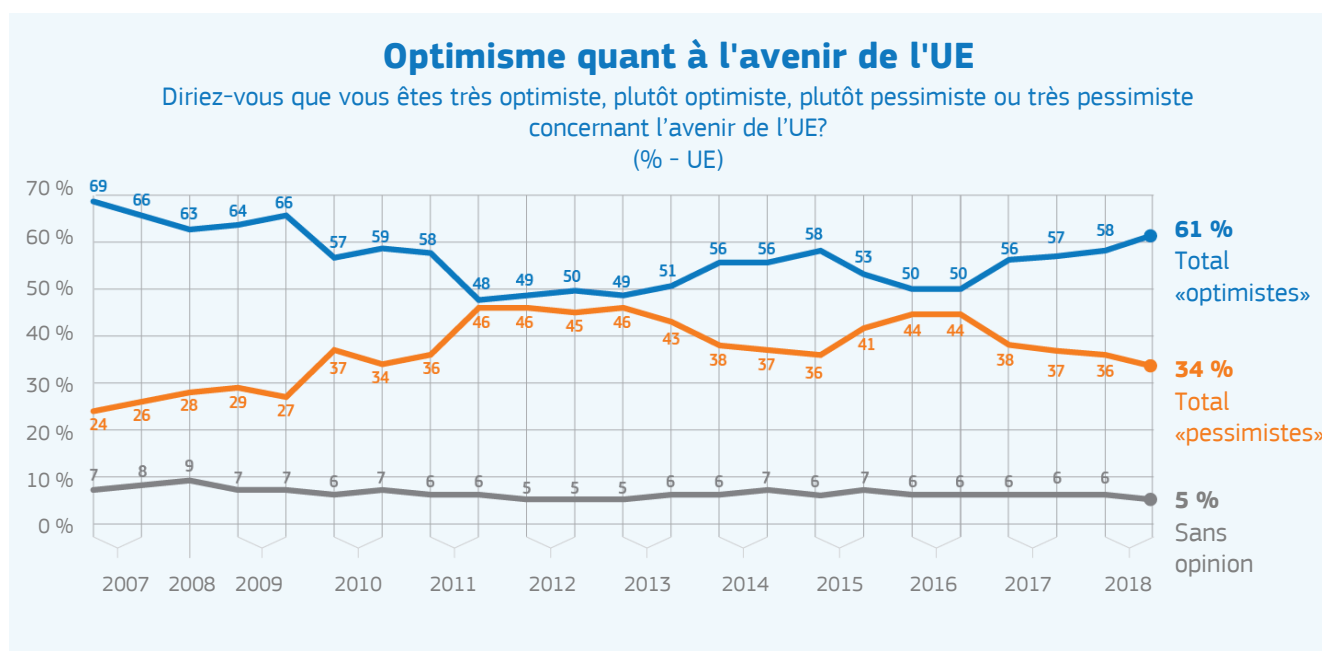
- ... la Commission européenne propose de doubler le budget du futur programme Erasmus+ pour la période 2021-2027 en le portant à 30 milliards d’euros. Chaque année, plus de 3,5 millions de jeunes sont soutenus par la garantie pour la jeunesse et bénéficient d’une offre d’emploi, d’une formation continue, d’un stage ou d’un apprentissage;
 - ... le corps européen de solidarité a vocation à faire preuve de solidarité et à aider les plus vulnérables. D’ici la fin de 2020, 100 000 jeunes auront eu la possibilité de participer à une activité du corps de solidarité;
 - ... la coalition en faveur des compétences et des emplois numériques donnera une formation à un million de jeunes chômeurs d’ici à 2020.
-

CHANGER LES CHOSES

Se mettre à l'écoute des citoyens et de leurs préoccupations change les choses.

Les citoyens européens qui ont participé à ces dialogues ont partagé leurs points de vue et leur vision pour l'avenir. Ils ne sont pas toujours satisfaits de la manière dont l'Europe fonctionne aujourd'hui. Ils ont inmanquablement de grandes attentes mais ont tendance à voir l'avenir avec optimisme.

Ce constat est confirmé par l'enquête Eurobaromètre réalisée en novembre 2018 auprès du grand public: trois Européens sur cinq déclarent être optimistes quant à l'avenir de l'Union européenne. Cette proportion est la plus élevée depuis 2009.

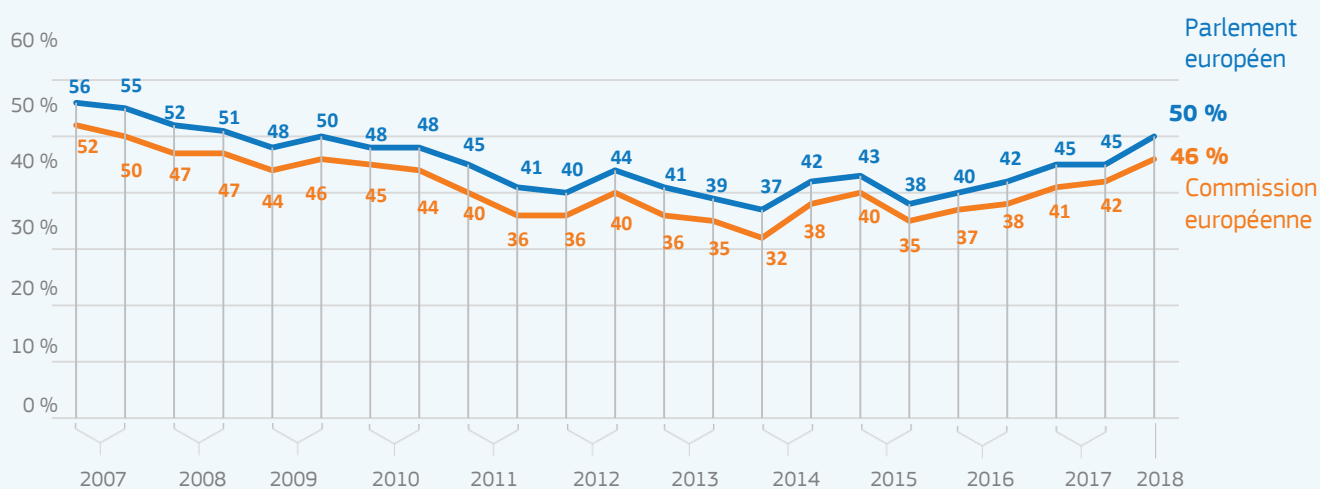


Eurobaromètre, novembre 2018

La manière dont les institutions européennes sont perçues est influencée positivement par le dialogue permanent avec les citoyens et l'intégration de leurs préoccupations et attentes dans l'élaboration des politiques. Les dernières données de l'Eurobaromètre disponibles montrent qu'en 2018, 50 % des citoyens de l'Union européenne font plutôt confiance au Parlement européen et 46% à la Commission européenne (soit respectivement 13 et 14 points de pourcentage de plus qu'au printemps 2014).

Confiance dans les institutions européennes

Dites-moi si vous avez confiance ou plutôt pas confiance dans ces institutions européennes.
(% - UE – Plutôt confiance)

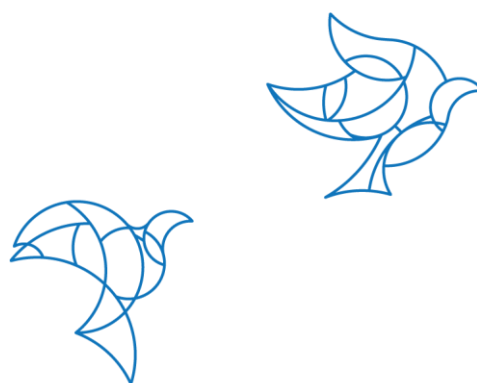


Eurobaromètre, mars 2018

Il nous incombe à tous de faire en sorte que l'espoir et l'optimisme concernant notre avenir européen deviennent réalité et que les citoyens puissent avoir leur mot à dire.



Le président a enjoint aux membres du collège de participer activement, dans les États membres, à des dialogues avec les citoyens et les parties prenantes.



DONNEZ VOTRE AVIS

Vous pouvez participer aux dialogues citoyens ou à la consultation en ligne sur l'avenir de l'Europe.

https://ec.europa.eu/commission/future-europe/consultation-future-europe_fr.

